

Grande-Bretagne : attaque historique contre les services publics et les emplois

vendredi 29 octobre 2010, par [LEPLAT Fred](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2010).

Avec sa « revue d'ensemble des réductions budgétaires », présentée le 19 octobre, le gouvernement de coalition dirigé par les conservateurs a lancé l'attaque la plus dévastatrice sur les services publics jamais opérée depuis les années 1920.

Des réductions de dépenses publiques de 92 milliards d'euros vont être réalisées dans les cinq prochaines années et 500 000 emplois du secteur public doivent disparaître.

La crise qui était au départ celle des banques et du secteur privé est devenue pour le gouvernement celle des services publics. Nous serions tous dans le même bateau et devrions prendre part au paiement de la dette publique pour l'empêcher de couler.

Si certains secteurs comme l'éducation et la santé sont épargnés par les réductions, ils sont touchés par la privatisation, avec l'autorisation donnée aux écoles d'être indépendantes et la casse du service national de santé. Les autres services publics doivent réduire leurs dépenses de 19 % en moyenne, les secteurs les plus attaqués étant l'aide sociale et le logement.

Une économie de 1, 12 milliard d'euros par an sera réalisée par la suppression des allocations familiales aux revenus moyens. Les personnes malades ou handicapées vont cesser de recevoir des indemnités au bout de douze mois et les personnes en maison de retraite verront leurs allocations réduites de 2 800 euros par an. Le budget des enseignants à l'université est réduit de 40 %, les droits d'inscription aux universités passent de 3 627 euros à au moins 7 900 euros par an.

Les dépenses sociales de logement seront réduites de 27 % sur quatre ans. Les nouveaux locataires de HLM devront payer au minimum 80 % du prix du marché pour leur logement. Les loyers vont grimper de 380 euros à 1 124 euros par mois en moyenne, ce qui se combinera avec l'introduction d'une limitation des allocations. Il est prévu que 82 000 familles, 200 000 personnes, seront contraintes de quitter Londres.

Alors que l'État providence est taillé à la hache, les députés conservateurs se réjouissent au Parlement et, à la City, les banquiers débouchent le champagne en constatant que leur contribution ne sera que de 2, 8 milliards d'euros par an. Les banquiers ont touché 8 milliards de bonus cette année, presque autant qu'avant la crise.

Ces sacrifices ont été préparés par le ministre des Finances, George Osborne, baronnet¹ qui siège dans un cabinet composé de 18 millionnaires sur 27. Les réductions budgétaires sont beaucoup plus brutales pour les pauvres que les riches, en particulier pour les familles avec enfants, c'est-à-dire celles qui ont le plus besoin des services publics.

La mobilisation s'organise

La mobilisation contre ces attaques ne fait que commencer. Le TUC, centrale syndicale unique, a

organisé un rassemblement de 2 000 personnes la veille de l'annonce des réductions. Le soir, une manifestation appelée par des syndicats londoniens a réuni 5 000 personnes et s'est terminée par un rassemblement près du Parlement organisé par la Coalition de la Résistance, où Jesse Jackson, Tony Benn et d'autres ont pris la parole. D'autres protestations ont été organisées le samedi dans toute la Grande-Bretagne, avec 20 000 personnes à une manifestation organisée par le TUC écossais, à Édimbourg.

Le syndicat des pompiers de Londres a fait grève samedi pour s'opposer au rallongement à douze heures des brigades et à la fermeture de casernes la nuit. Le syndicat du rail RMT continue de faire grève dans le métro de Londres contre des suppressions d'emplois qui mettent en jeu la sécurité du transport.

L'accroissement du nombre de manifestations et de grèves est encourageant. Mais le mouvement ouvrier et la gauche ne sont qu'au début du chemin qui mène à une situation où des millions de personnes sont dans la rue et font grève. Seule une action de masse à cette échelle est susceptible de faire reculer le gouvernement.

L'organisation d'une campagne de masse sera discutée à la conférence de la Coalition de la Résistance, le 27 novembre. Il existe d'autres campagnes comme Gardons notre système de santé public ou la Campagne pour le Droit au travail, chacune avec ses caractéristiques mais aussi des thèmes qui se recouvrent. Avec la hauteur des attaques, il est essentiel qu'il y ait collaboration étroite entre toutes ces campagnes. De cette façon, un front unique pourra être construit et donner confiance aux millions de salariés pour qu'ils rentrent dans l'action.

Fred Leplat

1. Titre de noblesse britannique intermédiaire entre baron et chevalier.

P.-S.

* Publié dans : Hebdo TOUT est à nous ! 75 (28/10/10).